

VALEURS ACTUELLES

"IL N'EST DE RICHESSE QUE D'HOMMES." JEAN BODIN

IMPÔTS LOCAUX
Toujours plus hauts !

PHILIPPE DE VILLIERS
"Hollande veut
une France islamique"

Les guignols de l'écologie

**Khmers verts, profiteurs et idiots utiles...
Climat : les vérités interdites**



Daniel
Cohn-Bendit

Nicolas Hulot

Ségolène
Royal

Yann
Arthus-Bertrand

Cécile Duflot

DOM : 5,20 € - BELGIQUE, GRECE, ITALIE : 4,40 € - LUX : 4,90 €
ALLEMAGNE, AUTRICHE, PORTUGAL : 5 € - SUISSE : 6,20 CHF
MADAGASCAR : 4,90 € - TUNISIE : 4,7 DT - ZONE CFA : 3 000 CFA - CAN. : 5,99 DC

M 02810 - 4114 - F : 4,30 €



Écologie, la grande arnaque

Manipulation

La conférence mondiale sur le climat, que la France accueillera dans deux mois, donne déjà lieu à une intense campagne médiatique. Il est pourtant à craindre que tout ceci ne change rien. Du moins en bien. Explications.

- 28 Pollution : les particules de la discorde
- 29 Philippe Verdier : "Le catastrophisme climatique n'a aucun sens"
- 30 Les folies des Khmers verts
- 32 La violence comme arme politique
- 33 Fabius-Royal, mésentente cordiale

Avez-vous entendu parler de la Cop21 (la 21^e Conférence des parties de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), qui se tiendra au Bourget, près de Paris, du 30 novembre au 11 décembre ? Si cet acronyme ne vous dit rien, c'est que vous vous êtes, ces derniers mois, tenu soigneusement à l'écart de tout média français ou même international. Heureusement, vous aurez, dans les prochaines semaines, l'occasion de combler vos lacunes.

Si vous avez des enfants, sachez qu'à l'occasion de la Semaine du climat qui, elle, s'ouvre le 5 octobre, l'Éducation nationale a édité, en lien avec l'Unicef, un livret pédagogique qui invite les enseignants à sensibiliser les lycéens aux enjeux du changement climatique. Si vous habitez en province, la SNCF mettra sur les rails, du 6 au



25 octobre, un "train du climat", qui fera étape dans une vingtaine de villes françaises. La Cop21 fait aussi l'objet de nombreuses campagnes de publicité, des événements spéciaux en lien avec le climat (ou avec l'environnement) sont organisés dans plusieurs musées (à Paris au musée du Quai Branly ou au

**"Nous devons écrire
une nouvelle page
de l'histoire humaine..."**

Grand Palais). Enfin, dès la prochaine Nuit blanche, du 3 au 4 octobre, une centaine d'"œuvres d'art" interpellent le passant sur la nécessaire protection de la planète.

Le phénomène n'est pas limité à la France. De Barack Obama au pape François (dont l'encyclique *Laudato si'*

est empreinte d'une tonalité écologique très profonde) en passant par la quasi-totalité des dirigeants européens ou des grandes entreprises, toute la "planète morale" se mobilise pour le climat. Qu'en pensent les Français ? Si l'on en croit les sondages, les deux tiers d'entre eux se disent "inquiets" des conséquences du changement climatique – même s'ils sont 90 % à estimer que "des solutions existent". Cette majorité, cependant, est à nuancer : quand on ne leur pose pas la question directement, moins d'un Français sur dix place "le climat" dans le trio de tête de ses préoccupations, loin derrière l'insécurité ou l'emploi.

Par ailleurs le climat est une chose, les événements organisés en son nom en sont une autre. Selon certaines estimations, la Cop21 coûtera à la France

François Hollande et Nicolas Hulot à l'Élysée.
L'écologie au plus proche du pouvoir.



près de 170 millions d'euros. Une dépense malvenue ? « À ceux qui pensent que ces rendez-vous coûtent cher, je réponds que sauver la planète n'a pas de prix », affirme François Hollande dans un long entretien donné, le 25 septembre, au *Parisien Magazine*. Le problème est que, précisément, comme le soutient Philippe Verdier (lire page 29),

ces grands sommets ne servent précisément à rien, si ce n'est à occuper le devant de la scène. Un point de vue que partage Luc Ferry qui, dans le *Figaro*, estime que « ce n'est pas par les mirages d'un pseudo-droit international ni par l'organisation d'un grand cirque politico-médiatique aussi coûteux qu'inutile qu'on avancera sur ces sujets, mais par

des investissements massifs dans la science et l'innovation ».

Mais qui parle de science et de développement ? « Nous devons écrire une nouvelle page de l'histoire humaine », s'enthousiasmait Nicolas Hulot (lire notre encadré), en une du quotidien la *Croix*, le 8 juillet. « Le monde a rendez-vous avec son histoire et vous avez la faculté de l'écrire », prophé-

La fonte des glaciers de l'Himalaya a été annoncée avant que le Giec n'admette son erreur.

tisait de son côté Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, en accueillant, le 21 juillet, pour un "sommet des consciences", des dizaines de personnalités politiques et religieuses. Quant au chef de l'État, il déclarait à la tribune de l'Onu : « C'est à Paris qu'est née la Révolution française, elle a changé le destin du monde. Faisons en sorte que dans deux cents ans, on puisse dire : "C'est à Paris qu'il y a eu la révolution climatique." » Faisons-la. » Et faisons-la sans attendre car, comme le soulignait Laurent Fabius, le 10 septembre : « Plus tard, ça sera trop tard. »

Trop tard ? Ancien directeur du Nasa Goddard Institute for Space Studies, ayant inspiré à Al Gore son film à succès (mais entaché de grossières erreurs) *Une vérité qui dérange*, James Hansen prévoyait que l'Arctique serait privé de glace, l'été, dès le début des années 2000. En 2013, la banquise arctique occupait 5 millions de kilomètres carrés. La fonte des glaciers de l'Himalaya a aussi été annoncée avant que le Giec ne reconnaisse son erreur. Avant cela, on avait prévu l'épuisement du charbon et l'effondrement de l'Empire britannique (Stanley Jevons, 1865) ; celui du pétrole, annoncé comme imminent dans les années 1970 ; on a,

People Hulot, Arthus-Bertrand : écolos mais pas trop

Yann Arthus-Bertrand et Nicolas Hulot aiment l'écolo-business. Le premier se sert du prétexte écologique pour vivre, l'autre en a fait un argument politique. Celui qui s'est fait battre à la primaire d'Europe Écologie-Les Verts par Eva Joly a désormais toute sa place à l'Élysée, où il dispose

d'un bureau. Nicolas Hulot est en effet devenu "envoyé spécial pour la protection de la planète". Yann Arthus-Bertrand, lui, a fait de l'écologie un business florissant : à grand renfort de livres et films moralisateurs, le photographe-cinéaste fait tourner à plein régime sa Fondation GoodPlanet, qui

ne vit que de mécènes. Son étrange soutien à la Coupe du monde de football de 2022 au Qatar, dont les pratiques sont aux antipodes de l'écologie, lui a valu le surnom d'"écolo-tartufe". Il est vrai que son film *Home*, sorti en 2009, avait bénéficié de l'aide financière de la Fondation du Qatar. P. Du.

Limitations de vitesse sur l'autoroute.
Les voitures ont toujours été dans le viseur
des associations environnementales.

▶ après Malthus, alerté les populations sur "la bombe démographique" (Ehrlich, 1968) ou sur la nécessité de mettre un terme à la croissance (le très célèbre rapport Meadows, 1972).

Certes, il est possible de se tromper six fois en annonçant la fin du monde et

Tout semble bon pour parler du changement climatique. Aucun domaine n'y échappe.

d'avoir raison la septième fois. Mais cette nouvelle apocalypse devrait être annoncée avec prudence. Or, il n'en est rien. Le battage médiatique ne laisse aucune place à la nuance. La raison ? « *Le climatisme n'est qu'un aspect, mais crucial, de l'idéologie écologiste et de sa tentative de prise de pouvoir mondialisé par le recours à des conférences et organisations internationales* », écrivent ainsi plusieurs scientifiques regroupés sous le pseudonyme The Oyster Club, dans un ouvrage à paraître (Les Belles Lettres) intitulé *la Faillite du climatisme*. Pour eux, le fil rouge politique est clair, « *l'idéologie du développement durable a poussé comme du chiendent sur les ruines de l'idéologie communiste. Elle partage avec cette dernière la caractéristique d'être totalisante et donc potentiellement totalitaire* ». Verts dehors mais rouges dedans – l'image, décrivant les écologistes allemands, est connue. En France, la filiation politique est avérée et les Verts actuels se soucient fort peu d'écologie (lire page 31), sauf quand il s'agit de s'opposer au nucléaire, pourtant l'une des énergies les moins émettrices de gaz à effet de serre (GES).

Et tout semble bon – fonte des glaciers alpins, cyclone aux Philippines ou crise des migrants – pour parler du changement climatique. Aucun domaine n'y échappe. « *L'écologie est devenue une véritable manne, un angle indispensable pour vendre de la reformation de la société, du constructivisme sociétal ou de la culpabilisation* », estime pour sa part l'économiste Henri Seize, dans son *Petit traité d'anti-écologie* (Les Belles Lettres). « *Nous devons nous doter d'une organisation mondiale en charge de la gestion des biens communs* », affirmait Nicolas Hulot dans *Libération*, le 10 septembre. La planète Terre et les hommes qui l'habitent s'en porteront-ils vraiment mieux ? Réponse le 11 décembre. ●

Mickaël Fonton



PHILIPPE HUGUENAT

Les particules de la discorde

Pollution

Quand la Cop21 rencontre le scandale Volkswagen, l'occasion est belle de taper sur le moteur Diesel et la pollution automobile. La réalité est pourtant plus complexe.

Il faisait bon, ce dimanche 27, se promener à pied dans Paris, place de l'Opéra ou sur les Champs-Élysées. La Mairie avait décrété cette journée "journée sans voiture", neutralisant pendant sept heures douze arrondissements de la capitale. Selon Airparif, l'organisme chargé de veiller sur la qualité de l'air à Paris, l'événement a eu « *un impact significatif* », avec notamment une baisse de 20 à 40 % des niveaux de dioxyde d'azote au-dessus des zones concernées. Il ne faisait pas bon, en revanche, circuler, ce même dimanche 27, sur le boulevard périphérique ou sur d'autres artères, logiquement encombrées d'un surcroît de véhicules...

L'histoire est exemplaire : sans voiture, la pollution diminue. Qui soutiendrait le contraire ? Mais, sauf à les supprimer toutes (ou à réduire le trafic de 80 %, ce qui paraît irréalisable), une pollution évitée à un endroit donné se retrouve forcément ailleurs. Le phénomène est bien connu des automobi-

listes parisiens : sous la direction de Bertrand Delanoë, puis d'Anne Hidalgo, la Ville s'est organisée pour compliquer la circulation routière, ce qui a occasionné des bouchons records et une pollution associée. « *Les écologistes aiment la stratégie du fait accompli : on organise la pénurie pour contraindre à la sobriété [...] c'est le sabotage planifié* », estime ainsi Rémy Prud'homme dans son ouvrage *l'Idéologie du réchauffement* (éditions du Toucan).

La lutte pour la planète – ou ici pour la qualité de l'air – semble toujours masquer une lutte contre quelque chose : l'énergie nucléaire, le pétrole ou, ici, les voitures en général et les moteurs Diesel en particulier. Bien que plus propres, quand ils sont récents, que de nombreux moteurs à essence, ils sont accusés d'être les principaux producteurs de ces particules fines supposées hâter la fin de vie de milliers d'habitants des grandes villes. Peu importe que la chimie de ces particules soit complexe (Valeurs actuelles du 4 décembre 2014) ou que, ironie du sort, une part non négligeable (35 %) de la pollution atmosphérique nous vienne d'Allemagne, où les centrales à charbon ont remplacé l'atome, les Diesel sont accusés de tous les maux.

À défaut d'excuser un tel comportement frauduleux, cela permet peut-être de comprendre pourquoi, soumis à une telle pression "écologique" ou à des normes excessives, certains fabricants de moteurs, comme Volkswagen, ont décidé de franchir la ligne rouge (ou verte). ●

M. F.

“Le catastrophisme climatique n'a aucun sens”

L'entretien : Philippe Verdier

Le chef du service météo de France Télévisions a longuement enquêté sur le phénomène climatique et son traitement par les médias et les politiques. Sa conclusion est sans appel : c'est une formidable imposture.

Pourquoi avoir écrit ce livre ?

Cela fait quelque temps que j'avais en tête l'idée de cette enquête. Je m'intéresse à la météorologie depuis vingt ans et au climat depuis dix ans. J'ai suivi plusieurs grandes conférences mondiales. Sachant que la prochaine allait se dérouler à Paris, j'ai pressenti que sa préparation donnerait lieu à un véritable matraquage, à une avalanche de chiffres et de rapports, qui, bien que parfois peu cohérents entre eux, serviraient tous à renforcer le même message : le changement climatique est là, et c'est grave.

Mais ce qui m'a vraiment décidé à écrire, c'est, en juin 2014, la convocation adressée par Laurent Fabius à tous les présentateurs météo. En substance, il nous a dit : « *Je ne veux pas m'immiscer dans votre travail mais le climat, c'est important.* » Cette rencontre devait être suivie par des réunions de travail. Elles n'ont jamais eu lieu, mais les éléments de langage ont été mis en place et Laurent Fabius, renommé “monsieur météo”, a fait la couverture du *Parisien Magazine*, sous la mention « *500 jours pour sauver le monde* ». J'en suis resté perplexe, vraiment interloqué et j'ai décidé de m'exprimer simplement, sans autocensure.

L'échéance de la Cop21 se rapproche. Vous êtes très sévère sur ces grands sommets mondiaux : les scientifiques y seraient absents et l'enjeu serait finalement plus diplomatique que climatique. C'est une caricature ?

Au contraire, c'est très réel ! Que ce soit à Bali, Copenhague ou Cancún, c'est ce que j'ai eu sous les yeux. C'est le lieu d'expression d'une science politi-

sée, pas du tout indépendante, uniquement tendue vers la quête de preuves venant confirmer son primat initial : le réchauffement climatique est avéré et l'homme en est le principal responsable. Il n'y a pas de place pour d'autres arguments, ni même pour de la nuance. C'est pour cela que je soutiens que rien de bon ne peut sortir de ces grandes réunions planétaires.

C'est une illusion de croire que tous les États du monde peuvent ainsi s'asseoir autour d'une table et régler la question du climat. Cela fait vingt ans que nous négocions et rien n'a changé. Les engagements pris n'ont aucune valeur puisqu'il n'y a, bien sûr, ni police ni justice climatiques. Ce n'est pas à cet endroit-là que les choses se feront. Le ballet incessant des conférences mondiales ne sert à rien sinon à nourrir tout une petite économie du climat...

Ces sommets aboutissent pourtant à des décisions contraignantes...

Soyons sérieux : au sommet de Copenhague, dont le but était de sauver Kyoto et qui a failli ne jamais aboutir, on a arraché dans la nuit la « *volonté* » de limiter le réchauffement climatique à 2°C. Mais ce chiffre ne repose sur rien

– la science n'a jamais précisé ça – et ne fait l'objet d'aucun consensus. Les pays africains voulaient 1,5°C, les États insulaires du Pacifique, 1°C. Ces petits pays, qui n'ont jamais la parole, sont d'ailleurs bien décidés à se faire entendre et promettent une « *révolution* » à Paris. On a aussi parlé d'une compensation financière, un “fonds vert” de 100 milliards de dollars. L'idée n'a finalement été validée qu'à Cancún, mais l'argent n'est jamais arrivé ! Nos hommes politiques peuvent répéter “il faut donner, il faut donner”, l'argent ne vient pas. Et quand bien même il viendrait, la corruption qui affecte encore ces circuits d'aide n'incite pas à l'optimisme... Tout ceci relève de la posture.

Les rapports publiés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ont fait l'objet de nombreuses controverses. Dans votre livre, vous affirmez que ses auteurs écartent les résultats qui ne leur conviennent pas...

Cela peut paraître incroyable pour une institution scientifique, mais c'est pourtant bien le cas et c'est même leur raison d'être ! Le Giec a été créé par deux organismes onusiens (l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement) sur le constat suivant : la parole scientifique, trop complexe, est inaudible. Il faut créer un groupe qui fasse autorité. Ce groupe, c'est le Giec, et ce qui n'est pas lui n'a plus voix au chapitre. Il y a eu quantité d'oublis fâcheux : l'influence sur le climat d'un éventuel ralentissement du



Philippe Verdier. Le “monsieur météo” de France Télévisions met les pieds dans le plat.



ETIENNE ABEL/AGF/AP/PT

Les folies des Khmers verts

Idéologues

Cannabis, migrants, théorie du genre... Les Verts sont plus occupés par les combats sociétaux que par la défense de l'environnement.

Sur le site Internet de la sénatrice "écologiste" du Val-de-Marne Esther Benbassa, le ton est donné. « *Le pari(s) du vivre-ensemble, juifs et musulmans : retissons les liens !* » Son actualité parlementaire parle aussi pour elle : comme le 28 janvier 2014, par exemple, où la sénatrice dépose une proposition de loi « *autorisant l'usage contrôlé du cannabis* ». Durant la session parlementaire 2013-2014, Esther Benbassa a également déposé un texte « *visant à protéger l'identité du genre* ». Très récemment, l'élue a posé une question écrite au ministre de l'Intérieur dans laquelle elle qualifie ainsi la Ligue de défense juive (LDJ) : « *Il faut [la] réprouver et [la] dissoudre le plus rapidement possible.* » Esther Benbassa

Les combats mis en avant rappellent ceux du PS et de l'extrême gauche.

n'est bien sûr qu'un exemple, mais très révélateur des vraies motivations du principal parti écologiste français : faire bouger les lignes sociétales avant les combats pour l'environnement.

Ce constat est très simplement vérifiable en se rendant sur le site Internet officiel d'Europe Écologie-Les Verts (EELV). Le parti est étonnamment discret sur certains sujets. Biodiversité ? Préservation des espèces ? Lutte pour la conservation d'espaces naturels ? Rien de tout cela. « *SNCF condamnée pour discrimination : une victoire pour la République* », « *Welcome à Calais : "ici, on vend du vaccin contre le racisme"* », « *Réfugiés : la France et l'Europe doivent agir sous peine de perdre leur âme* », « *La France*

Gulf Stream, l'oubli de l'optimum climatique du Moyen Âge, l'absence de prise en compte des effets de l'explosion du trafic aérien ou l'impact de la croissance démographique... Le Giec ne reconnaît ses fautes que du bout des lèvres, même quand il y a eu maquillage de données ou comparaison de situations qui ne sont pas comparables. Il est pourtant flagrant, si l'on reprend les premiers rapports et ce qu'ils disaient de l'époque actuelle, que leur marge d'erreur est très importante...

Vous critiquez aussi l'utilisation d'images en dehors de leur contexte. Quels exemples en particulier vous ont semblé relever de la manipulation ?

Je repense à Ségolène Royal évoquant la recrudescence des événements de type cyclonique – un mensonge absolu. Il y a les reportages sur l'érosion du trait de côte ou sur la mort annoncée, faute de neige, du tourisme alpin. Cette compilation d'images, véritable film catastrophe, n'a aucun sens. Tous les spécialistes admettent qu'entre la météorologie, dont le caractère prévisionnel – jusqu'à huit à dix jours – a beaucoup progressé ces dernières années, et le climat, il y a un fossé qu'il est très difficile de franchir. Les modèles manquent encore cruellement de précision. Devant cette incertitude, les injonctions à se mobiliser, à faire ceci, à ne pas faire cela, ne peuvent que désorienter les citoyens et les priver de leur libre arbitre.

Pensez-vous que certains groupes ou partis politiques essaient d'instrumentaliser cette question du climat ?

C'est évident ! Le mot climatocceptique vient de faire son entrée dans le

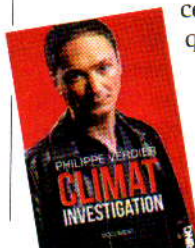
dictionnaire. Mais un climatocceptique, c'est quoi ? Un ami du climat, c'est quoi ? Ce clivage n'a aucun sens. Dès que l'on s'intéresse à ces questions, on est classé, jugé. Regardez la stratégie des Verts : "Si je fais ça, je sauve le climat." Donc, si je n'obéis pas, je n'ai pas de cœur ? Mais dès que l'on entre dans le détail de ces questions, ils n'ont plus d'arguments. Et quels raccourcis ! La crise des migrants ? Aussi liée au réchauffement climatique ! C'est aberrant... Le caractère réaliste de l'approche de la question n'existe plus. Le sujet est devenu un sésame qui permet d'obtenir davantage de pouvoir.

Vous avez tenu à consacrer une large partie de votre ouvrage aux conséquences positives d'une augmentation de la température...

Des conséquences positives que les rapports du Giec refusent seulement de prendre en compte ! Je soutiens pourtant que si l'on dépensait autant d'énergie à mettre le positif en avant, on pourrait donner au changement climatique une image complètement inverse. Je me borne à rappeler qu'en France, un hiver plus doux, par exemple, ce sont des milliers de décès évités, une facture énergétique plus légère, des conditions de travail en extérieur plus clémentes, des régions climatiquement défavorisées, comme dans le Nord, qui deviendraient plus agréables. Est-il encore permis de rappeler ces évidences ? Il semble que non... ❁

Propos recueillis par Mickaël Fonton

Climat investigation, de Philippe Verdier, Ring, 340 pages, 18 €.



Cécile Duflot, Daniel Cohn-Bendit et José Bové. Derrière l'écologie, la même volonté totalitaire de changer la société.

Société
Les guignols de l'écologie



doit réviser sa politique vis-à-vis de l'Arabie Saoudite » ou encore un petit encart de promotion pour la secrétaire nationale du mouvement, « Emmanuelle Cosse invitée de RTL »...

Le militant de base peut s'y perdre, tant les combats mis en avant rappel-

lent ceux du Parti socialiste et de l'extrême gauche. Certes, quelques phrases indiquent que les écologistes restent « mobilisés » contre la pollution de l'air. Mais à deux mois de la plus importante manifestation internationale de l'écologie organisée à Paris, la

Cop21, EELV ne semble pas vraiment concerné. Seul un logo très discret propose de devenir « militant-e numérique pour le climat »...

Au-delà des propositions radicales, certains activistes écolos passent aux actes. Les radicaux de l'écologie n'hésitent pas à employer la manière forte, voire la violence pour faire passer leurs idées. Lors de la polémique sur le barrage de Sivens – Rémi Fraisse y a trouvé la mort –, le président de la FNSEA n'avait pas

Gourou Cohn-Bendit, l'écologo mytho

“Dany le rouge”, l'ancien leader étudiant de Mai 68, entretient depuis longtemps une longue histoire de désamour avec la France. Le “monsieur vert” franco-allemand, toujours très présent dans les médias, a su exploiter au maximum l'écologie politique pour se faire élire un peu partout : député européen, porte-parole du Parti vert européen, vice-président du Mouvement européen-France, responsabilités au sein d'Europe Écologie-Les Verts... Sur la dépenalisation des drogues, l'immigration forcement “ouverte” et l'Europe (toujours plus fédérale), l'homme ne cache pas ses convictions écolo-libertaires. Désormais en retrait de la vie politique française, Daniel Cohn-Bendit n'oublie pas d'entretenir son image dans les

médias : c'est lui qui signe tous les matins *l'Humeur du jour* dans la matinale d'Europe 1. Il semble loin, le temps où Dany avait du mal à se défendre face à François Bayrou, qui n'avait pas manqué de rappeler sur France 2, lors d'un débat pour la campagne des élections européennes de 2009, son passé ambigu. Le leader du MoDem rappelait les propos tenus par Cohn-Bendit dans son livre *le Grand Bazar*, publié en 1975 : « Vous savez que la sexualité d'un gosse, c'est absolument fantastique. [...] Quand une petite fille, de 5 ans, commence à vous déshabiller, c'est fantastique ! »... Daniel Cohn-Bendit a, depuis, déclaré avoir regretté ses propos. Une preuve de plus que l'écologie peut camoufler des idées beaucoup plus dangereuses... P. Du.

Le député vert Yves Cochet déplorait le “coût écologique” d'un enfant européen.

hésité à qualifier de « djihadistes verts » les militants altermondialistes. Même à gauche, certaines méthodes dérangent : déjà, en 2011, Gérard Collob dénonçait les « Khmers verts » et leur « forme de terrorisme intellectuel » après les accords passés pour les élections régionales...

Les ayatollahs de l'écologie ne sont également pas avares de déclarations outrancières. Ainsi, en avril 2009, le député vert Yves Cochet crée ▶

Société

Les guignols de l'écologie

► la polémique. Plaidant pour une politique de natalité revue à la baisse, il expliquait alors qu'un « enfant européen [avait] un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York ». Le parlementaire préconisait une réduction des prestations familiales à partir du troisième enfant ainsi qu'une... « grève du troisième ventre » ! Gêne et colère parmi les écologistes de l'époque...

« Le seul sujet qui obsède les cadres d'EELV, c'est de faire perdre le PS pour mieux se faire respecter. »

Plus récemment, les déboires d'Europe Écologie-Les Verts – avec les démissions de Jean-Vincent Placé et de François de Rugy – ont délié les langues. François-Michel Lambert, député des Bouches-du-Rhône qui a été exclu d'EELV pour avoir dialogué avec d'autres formations écologistes, a décidé de rendre publiques les dérives de son ancien parti. Pour le député, la démission des deux cadres « traduit justement la dérive totalitaire d'Europe Écologie-Les Verts qui s'apparente de plus en plus à des Khmers verts plutôt qu'à des écologistes ». Et le député de poser la question : « Lors de leur université d'été, vous les avez entendus parler d'Europe et d'écologie ? »

François-Michel Lambert n'est pas un cas isolé. Déjà, au mois de juin dernier, le député du Gard Christophe Cavard a quitté le parti et son « esprit sectaire », avouant que « le seul sujet qui obsède les cadres, c'est de faire perdre le PS pour mieux se faire respecter »... On est bien loin des préoccupations écologistes !

Europe Écologie-Les Verts semble s'abîmer lentement mais sûrement dans une dérive sectaire et politicienne. Cependant, d'autres formations affichent plus sincèrement leurs convictions : faire de l'écologie une politique à part entière. C'est notamment le cas de petits mouvements comme Cap21-Le Rassemblement citoyen de Corinne Lepage, qui a été chargée à titre bénévole de fournir un rapport dans le cadre de la Cop21. Le parti d'Emmanuelle Cosse, lui, préfère s'attaquer au PS plutôt qu'au réchauffement climatique. C'est ce qu'on appelle avoir le sens des priorités. ● Pierre Dumazeau



La violence comme arme politique

Zadistes

Les plus virulents des militants « écologistes » n'hésitent pas à recourir à l'intimidation et à l'ultraviolence. Souvent en toute impunité.

Notre-Dame-des-Landes, Agen, Sivens, Roybon... Les « zadistes » ne désarment pas. Le 17 septembre, plusieurs militants hostiles à la création d'un technopôle dans le Lot-et-Garonne s'en sont pris physiquement au maire d' Agen, Jean Dionis du Séjour, également président de l'Agglomération (l'Agglo). Ce technopôle serait implanté près de la future gare TGV, sur la ligne à grande vitesse Toulouse-Bordeaux dont le gouvernement vient de confirmer la réalisation.

Alors que les élus débattaient de ce projet, « une vingtaine de zadistes ont fait violemment irruption dans la salle en insultant des conseillers communautaires, en procédant à des intimidations, en crachant sur des élus et finalement en agressant physiquement et verbalement le président », précise le communiqué de l'Agglomération. L'un de ces zadistes a déversé le contenu d'une carafe d'eau sur Jean Dionis... Qu'importe que les élus aient largement approuvé ce projet (55 voix

Un « zadiste » érigeant à Nantes un barrage pour protester contre le projet d'aéroport. La rébellion permanente.

pour, 3 contre et 3 abstentions) : issus de l'extrême gauche, les zadistes se moquent des procédures démocratiques, qu'ils combattent violemment. En octobre 2014, la petite ville de Gailiac, dans le Tarn, avait été le théâtre de graves affrontements après la mort de Rémi Fraisse, sur le site de Sivens. Des casseurs y avaient commis de nombreux actes de vandalisme.

À Notre-Dame-des-Landes aussi, les opposants à l'aéroport ne veulent rien céder : la semaine dernière, plusieurs centaines de zadistes ont dressé six barricades sur deux routes départementales pour empêcher la venue sur le site d'un juge des expropriations. Fumigènes contre gaz lacrymogène, les forces de l'ordre ont finalement rebroussé chemin. Deux véhicules de journalistes ont eu leurs pneus crevés.

Les « zadistes » contestent aussi le projet alternatif au barrage initialement prévu.

Les zadistes agissent souvent dans la plus grande impunité. Quand la justice décide de les expulser des lieux qu'ils occupent illégalement, il se passe plusieurs mois avant que les préfets n'ordonnent l'intervention des forces de l'ordre. Ceux de Sivens, qui contestent maintenant le projet alternatif au barrage initialement prévu, ont pour la plupart été relaxés, le mois dernier, par le tribunal correctionnel d'Albi (ils étaient poursuivis pour « participation sans arme à un attroupement après sommation de se disperser »). Un seul a été condamné à un mois de prison avec sursis pour refus d'obtempérer. ● Fabrice Madouas

Ségolène Royal, Laurent Fabius et Manuel Valls.
Derrière la volonté de "sauver la planète",
une bataille d'"ego" au sommet de l'État.

Société

Les guignols de l'écologie



Fabius-Royal, mésentente cordiale

Orage

Ils se méprisent, se toisent et s'affrontent, parfois en public. Laurent Fabius et Ségolène Royal se disputent depuis plusieurs mois le leadership de la Cop21. Quitte à brouiller le message de la prochaine grand-messe écolo ?

Officiellement, ils travaillent d'un commun accord et sans accroc. Se faire la guerre ? « Je pense qu'on a passé l'âge ! [...] Nous avons passé l'époque de "Monsieur, il m'a pris ma gomme" », répondait, au mois de juin, sur Canal Plus, tout sourire, la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Pourtant, en coulisse, la guerre Fabius-Royal fait des ravages, quitte à perturber l'organisation de la Cop21, événement auquel tient tant le chef de l'État.

Tout avait pourtant bien commencé. Le président de la République avait confié au ministre des Affaires étrangères le soin de piloter ce rendez-vous mondial de l'écologie. Bien que peu motivé par l'organisation d'une telle manifestation, Laurent Fabius

s'est de plus en plus investi avec l'un de ses lieutenants, l'éphémère prédécesseur de Ségolène Royal, Philippe Martin. « Avec Martin, tout se passait bien », confie un membre de l'organisation de la conférence de l'Onu sur le climat. « Il obéissait... c'est un fabiusien de la première heure. Et puis, Royal est arrivée. On savait que ça allait être compliqué », ajoute-t-il, blasé.

Royal exige de Hollande qu'il mette à sa disposition l'avion présidentiel...

Les choses se compliquent, en effet, dès le 2 avril 2014, jour de la prise de fonctions de Ségolène Royal au ministère de l'Écologie. Pas question pour la nouvelle ministre de se laisser dicter sa conduite. Bien au contraire. La numéro trois dans l'ordre protocolaire du gouvernement Valls essaie de marcher sur les plates-bandes du numéro deux, le patron du Quai d'Orsay. Elle n'imagine pas laisser filer cet événement international, elle qui a été tant humiliée par le passé. Et pour

cela, elle s'adresse directement à la présidence de la République, en exigeant une "coprésidence" de la Cop21. Problème : « Institutionnellement, ce n'est pas possible », rétorque l'Élysée, qui explique que « c'est un exercice très formalisé avec un protocole précis ». Colère noire de la ministre, qui, à ce moment, décide d'attaquer *ad hominem* Laurent Fabius.

Et Ségolène Royal sait y faire. En témoigne cette anecdote, rapportée par *Libération*, datant du mois d'avril dernier et qui fait encore rire jaune le personnel du Quai d'Orsay. Ségolène Royal, dans sa volonté de doubler Laurent Fabius, a voulu impérativement se rendre à Lima pour la Cop20, à laquelle participait également le ministre des Affaires étrangères. Problème : tous les vols commerciaux sont réservés. Qu'à cela ne tienne : avec sa détermination de fer, la ministre de l'Écologie exige de François Hollande qu'il mette à sa disposition l'avion présidentiel. « Un coup de fil plus tard », ce sera fait, rapporte le quotidien. Laurent Fabius est alors invité à partager l'aller avec son homologue de l'Écologie. Mais une fois sur place, changement d'ambiance. La conférence s'éternise et, las, Ségolène Royal évoque des « rendez-vous incontournables » pour écourter son séjour au Pérou. Elle prend donc l'avion présidentiel plus tôt que prévu, obligeant le numéro deux du gouvernement à rentrer... par un *volow cost*, quelques jours plus tard. L'anecdote, ô combien révélatrice, pourrait prêter à sourire. Mais ces passes d'armes, aussi discrètes qu'assassines, commencent à inquiéter en haut lieu. Nicolas Hulot, le "monsieur climat" de l'Élysée (*lire page 27*) s'est même inquiété publiquement de ces tensions, très mal vues hors de France.

Et pour le président, c'est désormais clair : Laurent Fabius est l'homme des dossiers, qui présidera les négociations internationales, et Ségolène Royal la femme de terrain, en charge de « la mobilisation de la société civile ». Gageons malgré cela que les querelles d'*ego* entre les deux ministres viendront confirmer un peu plus la réputation d'un « gouvernement ingérable », où les volontés personnelles l'emportent sur le travail collectif. ●

Pierre Dumazeau